

DU « FASCISME » EN FRANCE : UN DÉBAT TOUJOURS CONTINUÉ. Deux points de vue critiques

Belin | *Revue d'histoire moderne et contemporaine*

2007/3 - n° 54-3
pages 186 à 193

ISSN 0048-8003

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2007-3-page-186.htm>

Pour citer cet article :

« Du « fascisme » en France : un débat toujours continué. » Deux points de vue critiques,
Revue d'histoire moderne et contemporaine, 2007/3 n° 54-3, p. 186-193.

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Du «fascisme» en France : un débat toujours continué.

DEUX POINTS DE VUE CRITIQUES

À propos de :

MICHEL DOBRY (ÉD.),

Le mythe de l'allergie française au fascisme,
Paris, Albin Michel, 2003, 460 p., 28€.

Christophe PROCHASSON

Dans un monde académique huilé, plus habitué aux coups de pied dans les chevilles discrètement distribués qu'aux coups de poing dans la figure, l'ouvrage dirigé par Michel Dobry ne peut laisser indifférent. À l'encontre d'une réception que l'on peut juger décevante au vu de l'importance du sujet abordé (on ne peut tout à fait se satisfaire des trois pages, à peine, que lui a accordé un peu trop rapidement Michel Winock)¹, ce livre mérite la plus grande attention. La discussion qu'il appelait n'a malheureusement pas eu lieu, en tout cas pas du côté des historiens, qu'il interpellait pourtant vigoureusement. Sa vivacité polémique a sans doute effarouché. Il faut le regretter, car le livre pose d'utiles questions auxquelles on ne peut se contenter de répondre en renvoyant simplement aux habitudes disciplinaires ou en s'adossant à des arguments d'autorité. Le terrorisme de l'empirie nourrit, hélas, la terreur de la théorie : les historiens et les politistes doivent pouvoir nouer un dialogue plus fructueux et dépasser cet affrontement devenu stérile. Certains ont d'ailleurs commencé à le faire avec sérieux, mais non sans arrière-pensées, il est vrai.

Sociologue de l'action et des crises politiques, Michel Dobry s'en était déjà vertement pris, en un article publié en 1989 dans la *Revue française de sociologie*, à une thèse développée par ce qu'il considère dans ce nouvel ouvrage

1. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 90, avril-juin 2006.

comme «l'école d'histoire politique contemporaine»: selon cette dernière, soutient-il, la France aurait échappé au fascisme. La grande nation républicaine semble avoir été protégée par un système immunitaire l'ayant rendue «allergique» à un mal politique qui frappa plusieurs nations européennes dans le cours du xx^e siècle². Cet article venait au terme d'une controverse ayant marqué les années 1980, ponctuée par la publication de plusieurs articles et ouvrages émanant d'historiens de la France contemporaine (Serge Berstein, Michel Winock, Shlomo Sand, Jacques Julliard, Pierre Milza, Philippe Burrin, etc.). Tous contestaient les thèses développées par le politiste Zeev Sternhell, soutenant l'idée d'une origine française du fascisme. Ayant mobilisé plusieurs chercheurs, plutôt issus de la sociologie et de la science politique, M. Dobry, dans ce collectif, rouvre cette discussion qui fit couler beaucoup d'encre en son temps.

Un tel retour, près de quinze ans après les derniers feux de la polémique, pourrait nourrir de belles analyses pour qui s'intéresse à l'histoire des controverses, à leur naissance, à leur développement, à leur clôture comme à leur résurgence. La discussion s'était sans doute éteinte à la fin des années 1980 faute d'arguments nouveaux et, plus encore, en raison d'une surdité mutuelle qui avait fini par la rendre stérile. La première vertu de l'ouvrage est d'apporter des propositions nouvelles, de déplacer les problèmes et d'impliquer une nouvelle génération de chercheurs dans un débat qui dépasse largement la seule question du fascisme, pour concerner l'ensemble de l'histoire politique française. Comment forger des catégories, comment en user sans en abuser, comment intégrer les écarts? Telles sont quelques-unes des grandes et pertinentes questions soulevées par les différents auteurs convoqués dans un livre dont on déplorera toutefois une malfaçon qui en affaiblit le propos: deux ouvrages y trouvent asile, en fait, une enquête historiographique critique d'une part, une esquisse historique du fascisme européen d'autre part.

C'est la partie critique de l'ouvrage, telle qu'elle est formulée avec efficacité dans les deux articles théoriques de Michel Dobry et d'Annie Collovald, qui est la plus convaincante. L'un et l'autre stigmatisent l'essentialisme qui trempe tant de travaux d'histoire politique, comme en témoigne une propension très répandue aux classifications stables établies au détriment de toute perspective relationnelle, que l'on eût été pourtant en droit d'attendre de la part d'historiens. Et de dénoncer les concessions faites à la mode, les querelles scholastiques sans fin, où les termes journalistiques le disputent aux facilités du sens commun. Annie Collovald n'est pas plus tendre avec le terme de «national-populisme» que Dobry avec celui de «fascisme». Les mises en alerte de l'un et l'autre n'ont ici rien d'inutile. Cette passion pour les typologies débouche sur les plus sérieux handicaps. Elle fige les notions dans des définitions rigides que le temps ne semble pas altérer. Le phénomène de déshistori-

2. *Revue française de sociologie*, XXX-3/4, juillet-décembre 1989, p.511-533.

cisation est d'autant plus sensible que les taxinomies des historiens reposent le plus souvent sur des lexiques indigènes à peine retravaillés. Les inventions terminologiques, comme dans le cas de « national-populisme », sont le plus souvent dépourvues de véritable valeur heuristique et correspondent rarement à des efforts conceptuels adossés à de véritables enquêtes. La mise en catégories induit en outre des permanences dans le style de la plus décevante histoire des idées. Elle naturalise la politique et l'appareille, comme l'illustre la « thèse immunitaire », à des systèmes organiques ou écologiques, parfois aussi à des ensembles géomorphologiques. « Quoique l'hypothèse de « l'allergie » présente l'avantage de centrer notre attention sur l'environnement, sa fâcheuse terminologie médicale risque de se transformer en présupposés sur un tempérament qui serait propre à la nation », écrit fort bien Robert Paxton. Ces élégances métaphoriques conduisent à des erreurs d'interprétation car elles se surimposent aux observations empiriques. Au total, elles empêchent de voir ce qui se passe vraiment.

Ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de ce livre que d'y voir deux sociologues en appeler à la vigilance documentaire des historiens. Comment leur donner tort, en effet ? Les lieux communs sont trop vite admis par les corporations instituées, qui en usent comme autant d'arguments d'autorité. Plusieurs contributeurs de l'ouvrage plaident d'abord en faveur d'une étude méticuleuse des situations historiques et des usages terminologiques. C'est dans cette optique que Bruno Goyet étudie la « réception du fascisme » en France dans les années 1920, démarche qu'il préfère aux entreprises classificatoires dans lesquelles certains s'engouffrent sans méfiance, dans l'espoir vain de proposer, une fois pour toutes, quelque définition nette appelée à faire autorité. Violaine Roussel montre, dans le cas du Front national, combien l'étude des usages de labels politiques a plus de portée qu'une approche visant à qualifier dans le vide telle ou telle force politique : « Les logiques conduisant les militants à mobiliser publiquement le nom du parti, tel label ou telle thématique politique (nationalisme, droite radicale, etc.), ou à ne pas s'en revendiquer sont plus changeantes et complexes que ne le suggère la fixité des approches typologiques ». Les mots sont toujours en relation, les organisations en situation de concurrence et d'alliance, les discours en butte à de perpétuelles reformulations : comment dès lors trancher une fois pour toutes qu'il y eut ou qu'il n'y eut pas du « fascisme » en France ?

M. Dobry s'en tient à cette ligne pragmatique : son objectif n'est pas de caractériser comme « fasciste » telle ou telle organisation dont les historiens considèrent qu'elle ne l'est pas. Il prétend simplement regarder au plus près les différentes facettes de l'institution, observée dans son environnement historique, comme ses positionnements par rapport à d'autres organisations, ou l'usage qu'elle fit du « fascisme ». En fonction des moments, des circonstances, des interactions, l'organisation considérée pût être ou ne pas être fasciste. Les auteurs sont donc presque unanimes pour remettre en cause l'idée que seul peut être qualifié de « fasciste » un parti ayant atteint le pouvoir et mis en œuvre

un « programme » qualifié de « fasciste ». Cette représentation du « fascisme accompli » (donc, surtout, les fascistes italiens et les nazis allemands) demeure pourtant l'horizon normal de l'historiographie politique traditionnelle.

Toutes ces critiques sont pertinentes et bienvenues. Deux réserves, fort liées l'une à l'autre, me semblent pourtant devoir s'imposer. La première porte sur le « groupe » d'historiens visé par l'ouvrage. Les reconstitutions d'école sont souvent la partie faible de l'histoire des sciences, et de celle des sciences sociales tout particulièrement. Michel Dobry, Annie Collovald avec plus de sensibilité, rassemblent des historiens (et en excluent d'autres) sur des bases parfois fragiles. Des différences non triviales distinguent les historiens cités. À y regarder de plus près, Dobry lui-même, et plusieurs collaborateurs de l'ouvrage, sont d'ailleurs conscients du caractère un tant soit peu hétéroclite de « l'école de sciences-po » qu'ils ont inventée. D'abord parce que, au premier chef, toute l'œuvre de Sternhell, qui fut à l'origine de textes au sein desquels se dessinèrent les principes qui alimentèrent l'historiographie du fascisme critiquée par Dobry, s'inscrit pleinement dans la filiation d'une histoire des idées, rétive à toute histoire sociale ou profondément culturelle, qui s'est installée dans le paysage historiographique français à la suite de René Rémond. Le texte de Sternhell publié dans cet ouvrage, curieusement décalé par rapport aux textes de Dobry ou de Collovald, ne dément en rien cette historiographie sternhellienne, si contraire aux thèses que défendent plusieurs textes publiés dans ce même livre.

D'autres remarques s'ajoutent à ce premier constat qui rappellent qu'on peut s'en prendre aux écrits de Sternhell tout à la fois pour de bonnes et de mauvaises raisons. Ni Shlomo Sand, ni Jacques Julliard, ni Philippe Burrin, tous hostiles aux analyses de ce dernier, ne défendirent pourtant la thèse « immunitaire » telle qu'elle fut présentée par Serge Berstein et défendue par Michel Winock. Shlomo Sand, par une lecture contextualisée et érudite de l'œuvre de Georges Sorel, Jacques Julliard par un recours à l'histoire sociale, Philippe Burrin par une analyse fine des dynamiques politiques, ont contesté l'histoire des idées continuiste et idéaliste développée par Zeev Sternhell. De plus, comme le remarquent d'ailleurs plusieurs auteurs, Pierre Milza prit des positions beaucoup plus nuancées que celles adoptées par S. Berstein ou M. Winock. En fait, ce qui est surtout visé par le livre de Dobry, c'est bien plutôt le prêt-à-penser distillé dans de nombreux manuels scolaires et universitaires ou au sein d'articles de vulgarisation à destination d'un large public, et qui ne reflète en rien le travail de l'ensemble des « historiens du temps présent », groupement dont on peut d'ailleurs interroger le bien fondé. C'est donc moins la recherche la plus avancée qui est ici en cause qu'une certaine forme de vulgarisation scientifique.

Cette dernière remarque appelle une interrogation qui pose la question de la pertinence d'un tel livre. Est-ce bien contre ces auteurs, certes souvent sollicités et très visibles, mais peu nombreux et pas forcément représentatifs à l'échelle d'un thème d'étude désormais travaillé dans un espace transnational,

qu'il fallait engager le fer intellectuel dans un livre savant? La querelle ne prend-elle pas ici un tour très provincial quand d'autres auteurs, d'Ernst Nolte à Emilio Gentile, ont développé sur le sujet des travaux dont la teneur, parfois si discutable, n'a pas encore épuisé tous les arguments?

Le deuxième volet du livre s'efforce à la mise en œuvre empirique. En dépit de la présence de plusieurs articles intéressants, c'est la part tout à la fois la moins réussie et la moins originale de l'ouvrage. Elle en bouscule aussi la cohérence, tant les méthodes employées et les thèses défendues ou sous-jacentes vont parfois à l'encontre des perspectives tracées par les articles les mieux articulés. C'est peut-être d'ailleurs à ce niveau que réside, plus généralement, l'une des faiblesses majeures de la posture critique qu'adoptent parfois les politistes par rapport aux historiens. On loue sans mal la vigilance épistémologique de ceux-ci. On est parfois pris par le doute devant leurs résultats empiriques, en dépit de l'excellence historique de nombre de travaux qui en sont issus, surtout lorsque ceux-ci s'emparent de friches historiographiques abandonnées par les historiens. Convenons-en pour cet ouvrage collectif, les études de cas ne sont pas à la hauteur des exigences méthodologiques affichées par plusieurs contributeurs. Dobry le reconnaît d'ailleurs à sa manière, bien volontiers : il est plus aisé, soutient-il en substance, de se satisfaire d'un mot-valise comme « fascisme » et d'évaluer sommairement, souvent dans l'ignorance de travaux minutieux, des situations historiques différenciés, que de s'arrêter sur les marges, sur les limites, sur les contradictions, sur la diversité des niveaux de conscience, comme sur la multiplicité des appropriations et des négociations.

Bref, le régime de la pensée duelle l'emporte toujours sur les approches complexes qui récusent d'emblée l'injonction à choisir entre le oui et le non, le vrai et le faux, qu'impose au chercheur une demande sociale dont celui-ci doit savoir s'émanciper. Continuer à être entendu sans trahir sa pensée, tel est le « bord de falaise » devant lequel nous place Michel Dobry sans vraiment nous offrir de garde-fou. C'est toute la limite d'un livre intéressant qui vient peut-être aussi trop tard.

Christophe PROCHASSON
CRH-EHESS

*54, boulevard Raspail
75006 Paris*

christophe.prochasson@ehess.fr

* * *

À propos de :

ALBERT KECHICHIAN,

Les Croix de feu à l'âge des fascismes : travail, famille, patrie,
Seysssel, Champ Vallon, 2006, 411 p., 28 €.

Bertrand Joly

Voici un livre étrange et à bien des égards assez déconcertant. Ce n'est pas une histoire des Croix de feu et, s'il faut l'étiqueter dans un genre défini, il s'agit surtout d'un long portrait idéologique et intellectuel de leur chef, ou plus exactement, d'un plaidoyer passionné en faveur du colonel de La Rocque pour le laver de l'accusation de fascisme et de totalitarisme. Cette approche, respectable mais pas sans danger, explique d'avance l'intérêt et les limites de l'ouvrage, ainsi que la difficulté d'en rendre exactement compte.

On peut sans doute regretter de ne pas avoir affaire à une histoire en bonne et due forme des Croix de feu, car l'auteur en a incontestablement rassemblé les matériaux. L'information est particulièrement riche, tant pour les sources que pour la bibliographie, mais n'est peut-être pas toujours exploitée de façon exhaustive, car encore une fois ce n'est pas le propos d'un livre qui privilégie nettement le chef au détriment de sa base : en ce sens, l'illustration de la couverture (La Rocque marchant seul devant ses hommes) rend beaucoup mieux compte du contenu que le titre. En outre, l'ouvrage aurait peut-être gagné à s'ouvrir sur le bilan historiographique d'un sujet pour le moins controversé : puisque plaidoyer il y a, mieux vaudrait d'abord exposer nettement la thèse inverse.

Limité aux années 1930, le portrait idéologique du colonel ne manque pas d'intelligence ni de finesse : un catholique de sève légitimiste, un soldat nostalgique et autoritaire, influencé par le catholicisme social et marqué par une morale héroïque et intransigeante, nobiliaire et notabiliaire, un homme ascétique et quelque peu mystique, donc pas forcément fait pour jouer au meneur populaire, malgré une certaine mégalomanie. Ce profil à la Lyautey, qui devait se rencontrer probablement à plusieurs exemplaires dans le corps des officiers, explique assez bien les conceptions économiques et sociales de La Rocque, bien frustes et fort peu originales, ainsi que ses rapports compliqués avec l'action, valeur idéalisée chez cet activiste qui n'agit jamais.

Le chapitre sur le 6 février 1934, malgré sa bienveillance, illustre jusqu'à l'absurde cette impasse : obsédé par la priorité, absolue à ses yeux, de maintenir l'indépendance de son mouvement, figé dans une posture d'« attente messianique », le colonel est dès le début résolu à ne rien faire et juge d'ailleurs que sa base n'est pas prête. Il a certainement raison sur ce dernier point, mais cette lucidité ambiguë révèle surtout une grande impuissance et une véritable aboulie face à l'occasion unique qui se présente. Ensuite, pour tenir en haleine ses

troupes, dont une partie piaffe d'impatience, La Rocque organise de septembre 1934 à novembre 1935 ces vastes rassemblements para-militaires qui ont tant fait pour noircir son image aux yeux des contemporains et des historiens, avant d'accepter sagement la dissolution des Croix de feu, de prêcher les bonnes œuvres pour conquérir le prolétariat et de se lancer dans le jeu électoral avec un succès limité. Quant à la fondation du Parti Social Français, il s'agit uniquement pour La Rocque d'entrer dans la politique pour tuer la politique, au nom de son vieux rêve d'unanimisme (posture qui n'a rien d'original depuis le bonapartisme), mais a-t-il vraiment le choix ? C'est la grande force de la Troisième République que d'obliger ses contestataires les plus acharnés à se couler dans ses règles et à s'y affaiblir. Au total, le bilan paraît mince et Albert Kéchichian est bien obligé de reconnaître la naïveté et la capacité d'illusion de son personnage.

Par bien des côtés, le livre est à l'image de son héros, en ce qu'il témoigne de vrais qualités et d'étranges lacunes. On doit saluer l'ampleur de l'érudition, la vigueur du propos et toutes les nuances apportées dans un portrait que son évidente sympathie n'aveugle pourtant pas. Mais on doit aussi reconnaître que, dans la forme, l'ouvrage est long, abuse des citations et ne craint pas assez les redites. Surtout, l'auteur semble tenir pour acquis que le lecteur connaît bien la (bonne) biographie de La Rocque par Jacques Nobécourt, ce qui paraît le dispenser de nous présenter ce personnage dont il explique fort bien ce qu'il pense, mais nullement pourquoi il le pense. Le milieu, le caractère, la formation, les métiers exercés, tout cela compte dans la formation d'une pensée et mériterait au moins un bref rappel ; de même on apprend incidemment (p. 79) que La Rocque entre en 1929 au conseil d'administration des Croix de feu : pourquoi le fait-il, comment va-t-il prendre le contrôle du mouvement, quelles sont les éventuelles limites de son autorité ? Sans être obsédé par les questions d'appareil, celles-ci ont tout de même quelque importance et l'histoire des idées n'explique pas tout.

Derrière la grande silhouette de La Rocque, les Croix de feu, briscards et volontaires nationaux disparaissent assez vite et c'est là que manque pour de bon une histoire classique, académique si l'on veut, de l'association : effectifs, statuts, presse, sociologie, géographie, idéologie, l'auteur n'ignore nullement ces données mais nous dispense ses informations avec une regrettable parcimonie, en les dispersant dans son texte (par exemple, les effectifs sont successivement évoqués p. 32-33, 166-167, 200-202 et 369). Aussi est-il difficile de répondre aux questions fondamentales que posent les Croix de feu : qui sont ces hommes, pourquoi adhèrent-ils en nombre à un mouvement élitiste, au moralisme désuet et pour finir inactif, qui n'a au départ vraiment rien pour devenir une organisation de masse ? Sur ce point, une comparaison avec les mouvements antérieurs serait sans doute éclairante : La Rocque reprend Déroulède, et les Croix de feu ressemblent furieusement à la Ligue des patriotes, jusque dans l'écart béant entre une rhétorique incendiaire et une passivité résignée, entre l'aura paramilitaire menaçante et la réalité de sections

où règnent surtout l'absentéisme et, pour la majorité, une grande prudence. Il faut d'autre part beaucoup attendre pour que soient évoquées, brièvement, les divergences stratégiques et tactiques entre le chef et la base. En somme, l'auteur nous doit un autre livre, dont il possède déjà tous les éléments.

Il faut enfin aborder le problème du fascisme qui sous-tend toute la démonstration. On l'a dit, ce livre se présente clairement comme une réfutation farouche de l'accusation infamante : les Croix de feu, montre-t-il, sont nationalistes et non fascistes, et La Rocque lui-même est beaucoup plus traditionaliste que vraiment nationaliste. Il y a là, entre autres, une réponse à l'ouvrage dirigé par Michel Dobry, *Le mythe de l'allergie française au fascisme* (2003), pamphlet assez paranoïaque qui dénonce avec une passion de grand inquisiteur le complot des historiens dits «immunitaires» contre la vérité vraie. Se souvient-on de cette citation de Marc Bloch : «aux creux réquisitoires succèdent autant de vaines réhabilitations. Robespierristes, anti-robspierristes, nous vous crions grâce : par pitié, dites-nous simplement quel fut Robespierre».

Le débat sur le fascisme est d'avance infini, parce qu'il s'agit d'une affaire de mots et de définitions : dès lors qu'on récusé à la fois l'acception étroite (le fascisme ne s'applique qu'au cas italien) et l'acception extensive (toutes les dictatures de droite sont fascistes), il ne reste qu'à se battre sur le positionnement du curseur et, chacun pour soi, tracer entre réprouvés et sauvés une de ces frontières toujours contestables dont Pascal a jadis souligné l'arbitraire. Pour avoir participé, très modestement, à cette querelle de casuistes, je suis prêt à faire amende honorable et à reconnaître que la question de savoir si les Croix de feu étaient fascistes ou non n'a en elle-même qu'une importance purement fiduciaire, même si elle compte sûrement beaucoup pour les tenants et les opposants de l'élan mea-culpiste ambiant. Pourquoi ne pas se demander si Catilina et les cabochiens étaient fascistes, ou si le marquis de Morès descend du duc de Beaufort ? Il y aurait d'excellents arguments à faire valoir et cela apporterait sans doute assez peu à notre intelligence de ces mouvements, puisque, pour citer encore Marc Bloch, il ne faut pas «confondre une filiation avec une explication».

Albert Kéchichian entend montrer que les conceptions de La Rocque n'avaient rien de fascistes, sans d'ailleurs ouvrir le même débat pour sa base militante. On est assez disposé à le suivre, mais cela change peu aux mérites et aux lacunes de l'ouvrage.

Bertrand JOLY
UFR Histoire
BP 81227
44312 Nantes cedex 3
bertrand.joly@univ-nantes.fr